



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

avis 77.622/2
du 29 avril 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'portant modification des arrêtés royaux relatifs aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance, aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et aux informations comptables à publier, en ce qui concerne leurs succursales établies en Belgique, par les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif de droit étranger'

RAAD VAN STATE afdeling Wetgeving

advies 77.622/2
van 29 april 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de koninklijke besluiten op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging, op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve beleggingen en op de boekhoudkundige gegevens over in België gevestigde bijkantoren die kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging naar buitenlands recht, openbaar moeten maken'

Le 7 avril 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'portant modification des arrêtés royaux relatifs aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance, aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et aux informations comptables à publier, en ce qui concerne leurs succursales établies en Belgique, par les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif de droit étranger'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 avril 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 avril 2025.

*

Op 7 april 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van de koninklijke besluiten op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve beleggingen en op de boekhoudkundige gegevens over in België gevestigde bijkantoren die kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheersvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging naar buitenlands recht, openbaar moeten maken ‘.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 april 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 april 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Interrogé quant à l'accomplissement des formalités préalables concernant le chapitre 3 de l'arrêté en projet, le délégué a répondu ce qui suit :

« Cette modification a été ajoutée après la consultation. L'examen du projet après consultation a en effet mis en évidence le fait que la modification apportée par l'article 5, 2^o du projet d'arrêté royal devait également être réalisée dans l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés. S'agissant exactement de la même modification que celle opérée dans l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels (statutaires), il n'apparaissait pas nécessaire de consulter à nouveau sur ce point. Comme indiqué dans le projet de Rapport au Roi, la modification apportée par cet article 5, 2^o du projet d'arrêté royal est nécessaire pour tenir compte des modifications apportées aux textes européens de référence sur le point visé. Il ne s'agit pas d'une nouvelle obligation mise à charge des institutions concernées ».

La modification ayant été ajoutée après la consultation des associations professionnelles et sans lien avec celle-ci, le chapitre 3 à l'examen n'a pas fait l'objet des formalités préalables requises. Il est à cet égard sans incidence que la modification en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 'relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif' soit identique, les dispositions imposant ces formalités préalables ne prévoyant aucune exception à la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

L'auteur du projet veillera dès lors à soumettre également ce chapitre aux formalités préalables requises.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 4 et 5 » seront remplacés par les mots « l'alinéa 4 et l'alinéa 5, remplacé par la loi du 27 juin 2021 » ¹.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 27.

2. À l'alinéa 2, les mots « alinéas 4 et 5 » seront remplacés par les mots « alinéa 4, inséré par la loi du 25 décembre 2016 et alinéa 5, remplacé par la loi du 27 juin 2021 » ².

3. Le visa relatif à l'arrêté royal du 17 novembre 1994 'relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance' sera déplacé après les visas des arrêtés royaux du 23 septembre 1992 afin de respecter l'ordre chronologique de citation des arrêtés royaux modifiés ³.

4. À l'alinéa 13, il convient d'ajouter les dates des consultations des associations professionnelles.

DISPOSITIF

Article 2

Interrogé à cet égard, le délégué a confirmé qu'il y avait lieu de viser l'article 4 de la loi du 25 octobre 2016 'relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement' et non l'article 3, § 2, de la même loi.

Le dispositif sera revu en ce sens.

Article 3

Interrogé sur la notion de « revenus de titres à revenu variable » et si celle-ci était identique à la notion de « revenus de titres à revenu variable » reprise à l'article 28, B, 2, a), de la directive 86/635/CEE du Conseil du 8 décembre 1986 'concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers', le délégué a précisé :

« La notion de 'revenus de titres à revenu variable' de l'arrêté royal est en effet identique à la notion de 'revenus de titre' de la directive. Le choix est motivé par le souci de cohérence terminologique au sein d'un même arrêté royal ; ainsi, lorsqu'il est fait référence aux rubriques des schémas de compte imposés par ledit arrêté royal ».

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*, recommandation 29.

Article 4

1. Dans son avis 59.167/2 ⁴, la section de législation a précisé, pour une disposition similaire ⁵ :

« Compte tenu de l'article 199, alinéa 3, de la loi du 13 mars 2016, aux termes duquel '[l]a Banque peut, par voie de règlement pris en application de l'article 12bis, § 2, de la loi du 22 février 1998, préciser les modalités d'application des règles définies par les arrêtés royaux visés à l'alinéa 2', l'article 34octies en projet est inutile et l'article 3 doit être omis.

En outre, une disposition qui ne fait que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'a en principe pas sa place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique de la disposition reproduite pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit la règle peut la modifier ».

Une observation similaire peut être reproduite *in casu* pour ce qui concerne l'article 38 en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 'relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif'.

En effet, selon l'article 106, § 4, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' visé au préambule à titre de fondement juridique du projet, « [l]'autorité de contrôle [la BNB] peut, pour certaines catégories d'établissements de crédit ou dans des cas particuliers, autoriser des dérogations aux règles prévues aux paragraphes 1^{er}, alinéa 2 et paragraphe 2, alinéa 1^{er} », c'est-à-dire notamment les règles définies par les arrêtés royaux réglant les règles comptables applicables aux établissements de crédit, dont l'arrêté du 23 septembre 1992 ici visé.

La mention de la faculté de modification des règles par la FSMA est également inutile, par identité de motifs, au regard des habilitations reprises à l'article 235, alinéa 6, de la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances' ; à l'article 67/1, alinéa 6, de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' ainsi qu'à l'article 55, dernier alinéa, de la loi du 25 octobre 2016 'relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement'.

⁴ Avis 59.167/2 donné le 18 avril 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} juin 2016 'modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance'.

⁵ Qui devait modifier l'arrêté royal du 17 novembre 1994, également modifié par l'arrêté royal à l'examen.

L'article 38 de l'arrêté modifié par l'article 4 du projet est dès lors inutile et plutôt que le modifier, il conviendrait de l'abroger.

L'article 4 du projet sera revu en conséquence.

Article 5

Interrogé sur la référence, au 2°, aux sociétés de bourse visées par l'article 2 de la loi du 20 juillet 2022 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses' – dont on se demande si elles sont bien reprises dans le champ d'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal modifié – le délégué a précisé :

« Les sociétés de bourse sont bien visées dans l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 puisque cette disposition se réfère aux entreprises d'investissement et cette notion regroupe tant les sociétés de gestion de portefeuille et de conseils en investissement que les sociétés de bourse. En d'autres termes, les sociétés de bourse sont visées via la référence (remplacée par le projet) à l'article 3 de la loi du 25 octobre 2016.

Il n'y a pas lieu de remplacer la référence à la loi du 20 juillet 2022 par une référence à la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et à la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires dans la mesure où les sociétés réglementées par ces lois ne doivent pas être soumises à l'obligation dont il est question dans cet article 5 ».

Article 6

Dans un souci de cohérence et d'actualisation, il conviendrait d'aligner le champ d'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 'relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif' avec l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 'relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif'.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal relatif aux comptes consolidés ne reprend en effet pas dans son champ d'application les entités définies selon les dernières évolutions législatives intervenues.

Interrogé à cet égard, le délégué a indiqué :

« L'article 1^{er} de l'AR du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés est en effet dépassé. La mise à jour serait utile pour que les textes soient alignés avec l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatifs aux comptes annuels (statutaires) ».

L'auteur du projet veillera à procéder à cette mise à jour.

Article 9

L'article 9 du projet fixe l'application de l'arrêté en projet à l'exercice comptable commençant à partir du 1^{er} janvier 2024.

Il aura dès lors un effet rétroactif pour les sociétés ayant déjà, le cas échéant, déposé leurs comptes annuels 2024 avant l'entrée en vigueur de l'arrêté.

La non-rétroactivité des arrêtés est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ⁶.

Le rapport au Roi ne donne aucune explication quant à cet effet rétroactif.

En revanche, dans sa lettre de demande d'avis, le Ministre précise :

« Voor volledige informatie toon ik dat artikel 9 van het ontwerp voorziet dat de nieuwe bepalingen vanaf boekjaar 2024 van toepassing zullen zijn. Dit zou geen obstakel voor de geviseerde entiteit(en) representeren, want het Koninklijk Besluit viseert in eerste instantie de verduidelijking van bestaande verplichtingen, en de entiteit die de informatie uitgesplitst naar land voortaan zal moeten garanderen past de nieuwe rapportering in de praktijk al toe ».

Cette explication sera reprise dans le rapport au Roi, au commentaire de l'article 9.

Cela étant, il ne peut être exclu que les obligations existantes en matière comptables n'aient pas été appliquées conformément aux nouvelles dispositions réglementaires en projet par les établissements, entreprises, sociétés ou organismes visés par les modifications en projet préalablement à l'entrée en vigueur de ces modifications.

À des fins de sécurité juridique et pour éviter que des entreprises se voient reprocher rétroactivement un non-respect des nouvelles règles en projet, les mots « pour autant que les entités visées n'aient pas déjà déposé leurs comptes annuels et consolidés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » seront ajoutés à la fin du dispositif de l'article 9.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 211.

Article 10

Il est dérogé au délai usuel d'entrée en vigueur des textes réglementaires, fixé à dix jours par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'. À défaut d'une justification spécifique, il faut renoncer à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Op een vraag over het vervullen van de voorafgaande vormvereisten met betrekking tot hoofdstuk 3 van het ontworpen besluit heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Cette modification a été ajoutée après la consultation. L’examen du projet après consultation a en effet mis en évidence le fait que la modification apportée par l’article 5, 2° du projet d’arrêté royal devait également être réalisée dans l’arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés. S’agissant exactement de la même modification que celle opérée dans l’arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels (statutaires), il n’apparaissait pas nécessaire de consulter à nouveau sur ce point. Comme indiqué dans le projet de Rapport au Roi, la modification apportée par cet article 5, 2° du projet d’arrêté royal est nécessaire pour tenir compte des modifications apportées aux textes européens de référence sur le point visé. Il ne s’agit pas d’une nouvelle obligation mise à charge des institutions concernées.”

Aangezien de wijziging is toegevoegd na de raadpleging van de beroepsverenigingen en ze geen verband houdt daarmee, zijn met betrekking tot het onderzochte hoofdstuk 3 de vereiste voorafgaande vormvereisten niet vervuld. In dat opzicht is het van geen belang dat de ontworpen wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 ‘op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging’ identiek is, aangezien de bepalingen die deze voorafgaande vormvereisten opleggen, in geen enkele uitzondering voorzien op de voorafgaande raadpleging van de toezichthoudende autoriteit.

De steller van het ontwerp moet er dan ook op toezien dat ook met betrekking tot dit hoofdstuk de vereiste voorafgaande vormvereisten vervuld worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid moeten de woorden “vierde en vijfde lid” worden vervangen door de woorden “vierde en vijfde lid, vervangen bij de wet van 27 juni 2021”.¹

¹ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

2. In het tweede lid moeten de woorden “vierde en vijfde lid” worden vervangen door de woorden “vierde lid, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016, en vijfde lid, vervangen bij de wet van 27 juni 2021”.²

3. De aanhefverwijzing met betrekking tot het koninklijk besluit van 17 november 1994 ‘op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen’ dient te volgen op de aanhefverwijzingen naar de koninklijke besluiten van 23 september 1992, zodat de chronologische volgorde van de koninklijke besluiten waarnaar verwezen wordt, in acht genomen wordt.³

4. In het dertiende lid moeten de data van de raadplegingen van de beroepsverenigingen worden toegevoegd.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde bevestigd dat er verwezen moest worden naar artikel 4 van de wet van 25 oktober 2016 ‘betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies’ en niet naar artikel 3, § 2, van die wet.

Het dispositief moet in die zin worden herzien.

Artikel 3

Op een vraag over het begrip “opbrengsten uit niet-vastrentende effecten” en of dat begrip identiek is aan het begrip “opbrengsten uit niet-vastrentende waardepapieren” vermeld in artikel 28, B, 2, a), van richtlijn 86/635/EEG van de Raad van 8 december 1986 ‘betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van banken en andere financiële instellingen’, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La notion de ‘revenus de titres à revenu variable’ de l’arrêté royal est en effet identique à la notion de ‘revenus de titre’ de la directive. Le choix est motivé par le souci de cohérence terminologique au sein d’un même arrêté royal ; ainsi, lorsqu’il est fait référence aux rubriques des schémas de compte imposés par ledit arrêté royal.”

² *Ibidem*

³ *Ibidem*, aanbeveling 29.

Artikel 4

1. In zijn advies 59.167/2⁴ heeft de afdeling Wetgeving, voor een gelijkaardige bepaling,⁵ het volgende gesteld:

“Gelet op artikel 199, derde lid, van de wet van 13 maart 2016, luidens welke bepaling “[de] Bank [...], bij reglement vastgesteld met toepassing van artikel 12bis, § 2, van de wet van 22 februari 1998, de toepassingsmodaliteiten [kan] vastleggen van de regels bepaald in de in het tweede lid bedoelde koninklijke besluiten”, is het ontworpen artikel 34 octies overbodig en moet artikel 3 weggelaten worden.

Bovendien hoort een bepaling die enkel een hogere rechtsregel in herinnering brengt door die over te nemen of te parafraseren, in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepaling en erdoor verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regel kan worden gewijzigd door de overheid die de regel overneemt.”

In casu kan een vergelijkbare opmerking worden overgenomen wat betreft het ontworpen artikel 38 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 ‘op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging’.

Artikel 106, § 4, van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen’ waarnaar in de aanhef als rechtsgrond van het ontwerp wordt verwezen, bepaalt immers het volgende: “Voor bepaalde categorieën van kredietinstellingen of in bijzondere gevallen kan de toezichthouder [de NBB] afwijkingen toestaan van de in paragraaf 1, tweede lid en paragraaf 2, eerste lid bedoelde regels”, dat wil zeggen met name de regels bepaald in de koninklijke besluiten tot vaststelling van de boekhoudkundige regels die van toepassing zijn op de kredietinstellingen, waaronder het hier bedoelde besluit van 23 september 1992.

De vermelding van de mogelijkheid tot wijziging van de regels door de FSMA is ook overbodig, om dezelfde redenen, gezien de machtigingen die zijn opgenomen in artikel 235, zesde lid, van de wet van 3 augustus 2012 ‘betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen’; in artikel 67/1, zesde lid, van de wet van 19 april 2014 ‘betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders’ alsook in artikel 55, laatste lid, van de wet van 25 oktober 2016 ‘betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies’.

⁴ Advies 59.167/2 van 18 april 2016 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 1 juni 2016 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 1994 op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen’.

⁵ Tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 1994, dat eveneens wordt gewijzigd bij het voorliggende koninklijk besluit.

Artikel 38 van het besluit gewijzigd bij artikel 4 van het ontwerp is dan ook overbodig en in plaats van het te wijzigen, zou het moeten worden opgeheven.

Artikel 4 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 5

Naar aanleiding van een vraag over de verwijzing, in het bepaalde onder 2°, naar de beursvennootschappen bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 juli 2022 ‘op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen’ - waarbij de vraag rijst of ze wel degelijk opgenomen zijn in het toepassingsgebied van artikel 1 van het gewijzigde koninklijk besluit - heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les sociétés de bourse sont bien visées dans l’article 1er, 2° de l’arrêté royal du 23 septembre 1992 puisque cette disposition se réfère aux entreprises d’investissement et cette notion regroupe tant les sociétés de gestion de portefeuille et de conseils en investissement que les sociétés de bourse. En d’autres termes, les sociétés de bourse sont visées via la référence (remplacée par le projet) à l’article 3 de la loi du 25 octobre 2016.

Il n’y a pas lieu de remplacer la référence à la loi du 20 juillet 2022 par une référence à la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et à la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires dans la mesure où les sociétés réglementées par ces lois ne doivent pas être soumises à l’obligation dont il est question dans cet article 5.”

Artikel 6

Met het oog op de samenhang en actualisering zou het toepassingsgebied van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 ‘op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervernootschappen van instellingen voor collectieve belegging’ moeten worden afgestemd op artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 ‘op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervernootschappen van instellingen voor collectieve belegging’.

In het toepassingsgebied van artikel 1 van het koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening zijn de entiteiten die volgens de laatste ontwikkelingen op wetgevingsgebied zijn gedefinieerd immers niet opgenomen.

Op een vraag daarover antwoordde de gemachtigde het volgende:

“L’article 1er de l’AR du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés est en effet dépassé. La mise à jour serait utile pour que les textes soient alignés avec l’arrêté royal du 23 septembre 1992 relatifs aux comptes annuels (statutaires).”

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat deze update wordt uitgevoerd.

Artikel 9

In artikel 9 van het ontwerp wordt bepaald dat het ontworpen besluit voor het eerst van toepassing is voor het boekjaar dat begint op 1 januari 2024.

Het zal dan ook met terugwerkende kracht gelden voor de vennootschappen die in voorkomend geval hun jaarrekening 2024 reeds vóór de inwerkingtreding van het besluit hadden ingediend.

Besluiten hebben krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.⁶

In het verslag aan de Koning wordt geen enkele uitleg gegeven over die terugwerkende kracht.

In zijn brief met de adviesaanvraag preciseert de minister evenwel het volgende:

“Voor volledige informatie toon ik dat artikel 9 van het ontwerp voorziet dat de nieuwe bepalingen vanaf boekjaar 2024 van toepassing zullen zijn. Dit zou geen obstakel voor de geviseerde entiteit(en) representeren, want het Koninklijk Besluit viseert in eerste instantie de verduidelijking van bestaande verplichtingen, en de entiteit die de informatie uitgesplitst naar land voortaan zal moeten garanderen past de nieuwe rapportering in de praktijk al toe.”

Deze uitleg moet worden overgenomen in het verslag aan de Koning, in de bespreking van artikel 9.

Dit gezegd zijnde, kan niet worden uitgesloten dat de bestaande verplichtingen op boekhoudkundig vlak, voorafgaand aan de inwerkingtreding van deze wijzigingen, niet in overeenstemming met de nieuwe ontworpen regelgevende bepalingen zijn toegepast door de instellingen, ondernemingen of vennootschappen waarop de ontworpen wijzigingen betrekking hebben.

Met het oog op de rechtszekerheid en om te voorkomen dat ondernemingen met terugwerkende kracht een niet-naleving van de nieuwe ontworpen regels ten laste wordt gelegd, moeten aan het einde van het dispositief van artikel 9 de volgende woorden worden toegevoegd: “voor zover de betrokken entiteiten hun jaarrekening en geconsolideerde jaarrekening op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog niet hebben ingediend”.

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 211.

Artikel 10

Er wordt afgeweken van de gangbare termijn van inwerkingtreding voor regelgevende teksten, die luidens artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' tien dagen bedraagt. Tenzij er daartoe een bijzondere reden bestaat, dient in principe te worden afgezien van een onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Patrick RONVAUX